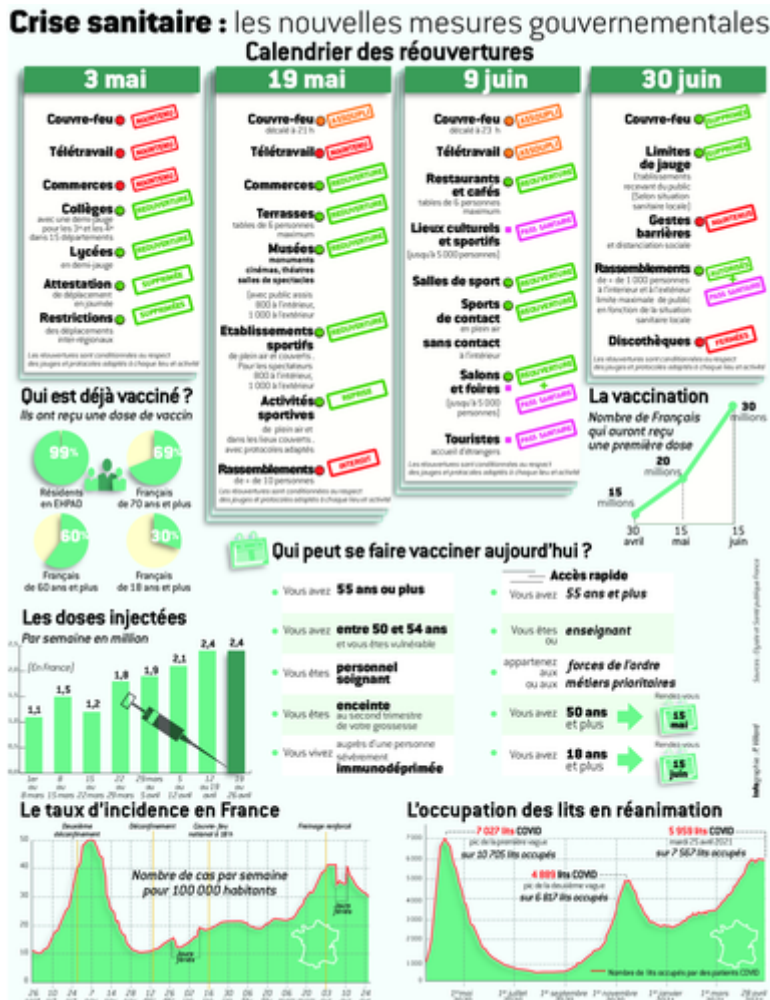


le calendrier du déconfinement



Les aides économiques seront adaptées à chaque secteur et il n’y aura pas de hausse d’impôts pour payer la dette du Covid. Contrairement à son homologue américain, Emmanuel Macron ne rétablira pas un impôt sur les riches.

Comment sortir des aides et du « quoi qu’il en coûte », sans faire trop de dégâts sur des secteurs très fragilisés ?

«J’assume totalement le “quoi qu’il en coûte”. Nous avons eu raison de le faire. Durant la crise 2008-2010, la France a eu une récession deux fois moins forte qu’en Allemagne, mais a détruit sept fois plus d’emplois. Là, nous n’en détruisons pas plus, car on a protégé les emplois existants. Le chômage n’a pas explosé ni les faillites. Les semaines à venir, il faut être très vigilant pour accompagner le redémarrage sans créer de fragilités économiques. Le dispositif d’activité partielle sera maintenu à l’identique en mai et en juin. En mai, pour ceux qui commencent à rouvrir, il y aura les mêmes aides

économiques qu'en avril. À partir du 1^{er} juin, l'accompagnement se fera au prorata de la reprise d'activité. On aura une réponse adaptée par secteur. Ce sera du cousu main. Là encore, nous le ferons dans un cadre concerté avec les partenaires sociaux.»

La crise a révélé un déclassement industriel du pays.

«Nous avons tenu pendant des décennies un discours patriotique, sans les moyens. S'il n'y a pas de recherche, s'il n'y a pas d'investissements pour créer des usines, il n'y a plus d'industrie. Depuis quatre ans, nous avons baissé le coût du capital et la fiscalité sur l'investissement productif. Heureusement que nous avons réduit les impôts, y compris en supprimant la part anti-production de l'impôt sur la fortune (ISF) ! Notre pays dissuadait l'investissement. Il dissuadait aussi le travail et c'est pour cela que j'ai baissé l'impôt sur le revenu et augmenté la prime d'activité. Ah, j'en ai entendu sur ces sujets de la part des patriotes aux petits pieds ! Ceux qui vous disent : "Il faut faire des usines en France", mais vous expliquent que les gens qui réussissent doivent être taxés, alors que la France est déjà l'un des pays d'Europe où la fiscalité est la plus élevée. On a eu raison de stopper cette aberration qui conduisait nos entrepreneurs à s'installer à l'étranger ; on aurait dû le faire 10 ou 15 ans plus tôt. Nous avons malheureusement vécu à plein l'absurdité d'un modèle économique qui n'existait plus. On va mettre une décennie pour rebâtir le tissu industriel.»

Les États-Unis préparent un plan de relance à 1 000 milliards de dollars. Ils injectent plus d'argent que nous ?

«Il faut aussi, quand on se compare avec le plan Biden, prendre en compte tout notre modèle social, à commencer par les minima sociaux et l'activité partielle. Quand on y ajoute le plan de relance, la France consacre 20 % du PIB à la crise. Les mêmes proportions qu'aux États-Unis, qui n'ont pas notre système de solidarité.»

Joe Biden va taxer l'argent qui dort chez les plus riches. C'est une solution ?

«Cette dette Covid, il faudra la rembourser et nous devons aussi assumer des investissements d'avenir et équilibrer le fonctionnement courant du pays. Mais tant je serai là, il n'y aura pas de hausses d'impôts en sortie de crise. Nous sommes déjà l'un des pays les plus taxés au monde. Il ne peut y avoir de souveraineté industrielle sans une baisse des impôts de production. Depuis quatre ans, nous avons baissé la contribution des classes populaires et moyennes (100 euros de gain de pouvoir d'achat pour un salarié au Smic). La Nation doit reprendre le cours des réformes de modernisation. Ce processus ne peut pas s'arrêter.»

